

OLIVIER FUCHS

Juge administratif, Cour administrative d'appel de Nancy
Maître de conférences associé en droit public, IEP de Strasbourg

o.fuchs@unistra.fr

Enseignements

- *Institutions administratives*, IEP Strasbourg, 1^{ère} année.
- *Droit de l'urbanisme et de l'environnement*, IEP Strasbourg, 4^{ème} année.
- *Droit de l'urbanisme et Contentieux administratif*, Master Droit de l'environnement et des risques, Université de Strasbourg.
- *Système contentieux de l'UE – La réception du droit de l'UE par le juge national*, Masters Droit de l'UE, Université de Strasbourg.
- *Légistique – ENA*, formation initiale.
- *Le contrôle juridictionnel de l'administration*, Master en Administration publique générale, ENA.

Parcours professionnel

Depuis 2014	Premier conseiller, Cour administrative d'appel de Nancy
2011-2014	Chargé de mission auprès du vice-président du Conseil d'Etat
2009 - 2011	Conseiller au tribunal administratif de Montreuil
2007-2009	Attaché temporaire d'enseignement et de recherche en droit public, Université Panthéon -Assas, Paris II.
2004-2007	Allocataire de recherche en droit public et chargé d'enseignements, Université de Nantes.

Formation

Déc. 2007	Docteur en droit public. Thèse : <i>Responsabilité administrative extracontractuelle et atteintes environnementales</i> . Lauréat du prix de thèse 2009 de l'Association française de droit de l'urbanisme et la Société française pour le droit de l'environnement.
Sept. 2004	DEA en droit public général et droit de l'environnement, Nantes.
Juin 2003	Diplôme de l'IEP de Strasbourg, section service public. B.A. in European Studies, Trinity College Dublin, Centre for European studies.

Principales publications

- « La brevetabilité des OGM et ses implications : du grain à moudre (Cour suprême des Etats-Unis, 13 mai 2013) », *Environnement*, 2013, n°8, p. 29, avec P. Pradal.
- *Le juge administratif et le droit de l'environnement*, XI^{ème} Congrès de l'Association internationales des hautes juridictions administratives, avril 2013, Colombie, rapport général et rapport français (à paraître).
- *Accès des citoyens à la justice et organisations juridictionnelles en matière d'environnement – Spécificités nationales et influence du droit de l'Union européenne*, séminaire de l'Association des Conseils d'Etat et des juridictions suprêmes de l'Union européenne, Bruxelles, 23 novembre 2012, <http://aca-europe.eu/index.php/fr/seminaires/271-seminaire-du-23-novembre-2012-a-bruxelles>, avec S. Roussel.
- *Le dommage écologique. Quelles responsabilités juridiques ?*, Presses de l'ENS, Paris, 2011.
- *REACH. A New Paradigm for the Management of Chemical Risks*, Institut français des relations internationales, Environmental and Health Reports n°4, 2009, www.ifri.org.
- « L'impôt partagé », *Revue française des finances publiques*, 2009, n° 105, pp. 203-223.
- « La procédure législative d'urgence », *Revue de droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 2009, n° 3, pp. 761-785.
- « Responsabilité administrative et mise en œuvre de la directive n° 2004/35/CE par l'autorité compétente », in C. Cans (dir.), *La responsabilité environnementale. Prévention, imputation, réparation*, publication des actes, Dalloz, 2009, col. Thèmes et commentaires, pp. 295-308.
- « Le régime de prévention et de réparation des atteintes environnementales issu de la loi du 1^{er} août 2008 », *Actualité Juridique – Droit Administratif*, 2008, n° 38, pp. 2109-2115.